

## Chambre des Représentans.

---

### Commission des Pétitions.

---

#### FEUILLETON N° 5.

---

Numéros du feuilleton.	Numéros du livre des pétitions.
------------------------------	---------------------------------------

M. HYE-HOYS, 1<sup>er</sup> rapporteur.

- |    |      |  |
|----|------|--|
| 1. | 100. | Par pétition non datée,<br>Le sieur J.-L. Casier, raffineur de sucre à Gand, demande l'exemption de l'accise sur une partie de sucre incendiée dans ses magasins. — Concl. — Renvoi au ministre des finances avec demande d'explications.  |
| 2. | 0.   | Par pétition datée du 18 décembre 1834,<br>Le sieur François De Ruyck, soldat du 1 <sup>er</sup> régiment de ligne, renvoyé du service, demande le paiement de sa solde pendant six mois et trois jours. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.                               |
| 3. | 75.  | Par pétition datée du 6 décembre 1834,<br>Les officiers de la garde civique mobilisée de Bruxelles, demandent leur congé définitif, ou la demi-solde de non-activité. — Concl. — Renvoi au bureau des renseignemens.   |
| 4. | 78.  | Par pétition datée du 9 décembre 1834,<br>Le sieur Voordecker, dont le fils a été blessé en septembre 1830, demande que la pension dont il a joui de ce chef jusqu'en 1833, lui soit continuée. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.                                      |
| 5. | 80.  | Par pétition datée du 4 décembre 1834,<br>Le sieur C. Ranson, sous-officier congédié, demande un secours ou une pension. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 6. | 129. | Par pétition datée du 12 janvier 1835,<br>Le sieur C.-J. Ranson, ex-commis aux écritures de l'hôpital militaire de Bruges, demande à être réintégré dans son emploi, et que les sommes qui lui ont été retenues lui soient restituées. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre. |

- | Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du livre des<br>pétitions. |   |
|------------------------------|---------------------------------------|---|
| 7.                           | 87.                                   | Par pétition datée du 10 décembre 1834,<br>Le sieur Jehu, ex-officier de gendarmerie, pensionné, demande que la Chambre porte une loi qui fasse jouir les militaires pensionnés de la pension affectée au grade immédiatement supérieur à celui qu'ils occupaient en quittant le service. — Concl. — Renvoi au bureau des renseignements. |
| 8.                           | 117.                                  | Par pétition datée du 25 décembre 1834,<br>Le sieur Ch. Vanderstracten fils, réclame le paiement arriéré de la pension de feu son père. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.   |
| 9.                           | 121.                                  | Par pétition du 24 décembre 1834,<br>La dame veuve Nicolay, épouse Maréchal, réclame l'intervention de la Chambre au sujet de la pension dont elle jouissait et qui lui a été retirée depuis qu'elle a contracté de nouveaux liens. — Concl. — Renvoi au bureau des renseignements.   |
| 10.                          | 139.                                  | Par pétition du 16 janvier 1835,<br>Le sieur J.-P. Becker père, demande le congé définitif de son fils qui s'est enrôlé en 1830, en qualité de sergent, pour le terme de 2 ans, et qui est encore sous les drapeaux. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.  |
| 11.                          | 143.                                  | Par pétition du 19 janvier 1835,<br>Le sieur A. Van Goethem, ouvrier peintre, dont le fils a été tué dans les journées de septembre, se plaint que la pension dont il jouissait de ce chef lui ait été retirée. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 12.                          | 666.                                  | Par pétition du 31 juillet 1834,<br>La veuve du baron de Fellner demande une pension égale à celle de la veuve Engelspach-Larivière. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.  |
| 13.                          | 128.                                  | Par pétition datée du 1 <sup>er</sup> janvier 1835,<br>Le sieur G. Verstuyf, aubergiste, réclame contre le projet de redressement de la route d'Audenarde à Alost, qui ruinerait sa propriété, ou qu'il lui soit allouée une indemnité de 2,500 fr. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 14.                          | 114.                                  | Par pétition datée du 26 décembre 1834,<br>Le sieur Jos Montigny, arquebusier, réclame l'intervention de la Chambre pour faire adopter par le gouvernement son fusil et son canon pour le service de l'armée, et demande qu'ils soient soumis à une nouvelle épreuve. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.                         |
|                              |                                       | M. VERRUE LEFRANCO, 2 <sup>e</sup> rapporteur.  |
| 15.                          | 342.                                  | Par pétition en date du 25 mars 1834,<br>Le sieur Van Dael, docteur en médecine, à Mons, et chevalier de la Légion-d'Honneur, réclame pour la 10 <sup>e</sup> fois le paiement de   |

sa pension et de l'arriéré. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen de la proposition de M. Corbisier.

16.      530.      Par pétition en date du 9 juin 1834,  
Le sieur Defourmis, capitaine retraité, membre de la Légion-d'Honneur, à Liège, réclame le paiement de sa pension comme légionnaire. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen de la proposition de M. Corbisier.
17.      241.      Par pétition en date du 26 février 1835,  
Plusieurs membres de la Légion-d'Honneur, à Bruxelles, demandent le paiement de leur pension. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen de la proposition de M. Corbisier.
18.      183.      Par pétition en date du 3 février 1835,  
Les officiers de la garde civique mobilisée de Bruxelles demandent de nouveau que la Chambre intervienne pour qu'il soit statué sur leur sort, être affranchis du service ou recevoir le traitement de demi-solde de leur grade. — Concl. — Renvoi à la section centrale qui sera chargée du rapport de la proposition de M. Gendebien.
19.      215.      Par pétition en date du 15 février 1835,  
Le sieur François Flechet, candidat notaire à Warsage (Liège), demande que la majorité pour être membre d'un conseil communal soit fixée à 23 ans, aux termes de l'arrêté du gouvernement provisoire du 8 octobre 1830. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
20.      209.      Par pétition en date du 12 février 1835,  
Les membres de l'administration communale et du bureau de bienfaisance de Grace-Montegnée, près de Liège, demandent que la Chambre adopte dans la loi communale une disposition qui attribue aux communes la nomination des receveurs communaux et des bureaux de bienfaisance. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
21.      213.      Par pétition en date du 14 février 1835,  
Plusieurs habitans de la commune de Runes (Hainaut) se plaignent du secrétaire de leur commune. — Concl. — Ordre du jour.
22.      32.      Par pétition en date du 20 novembre 1834,  
Le sieur Calot, capitaine pensionné à Malines, se plaint de la modicité de sa pension et réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir un grade supérieur honoraire, avec la pension y attachée. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
23.      197.      Par pétition en date du 9 février 1835,  
Le sieur Calot, capitaine pensionné, renouvelle sa demande d'intervention de la Chambre pour obtenir une pension égale à son grade. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

- | Numéros<br>du<br>feuilleton | Numéros<br>du livre des<br>pétitions |  |
|-----------------------------|--------------------------------------|--|
| 24.                         | 312.                                 | Par pétition en date du 14 mars 1835,<br>Le sieur Vernier, ex-capitaine de cavalerie, réclame de nouveau l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement de sa pension des Indes. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.  |
| 25.                         | 228.                                 | Par pétition en date du 20 février 1835,<br>Le sieur J.-B. Dewcerdt, à Hemixem (Anvers), ancien militaire, renouvelle sa demande d'une pension. — Concl. — Renvoi au ministre des finances.  |
| 26.                         | 528.                                 | Par pétition en date du 12 juin 1834,<br>Le sieur Botte, à Bruxelles, ex-capitaine adjudant-major de la légion mobilisée d'Anvers, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une amélioration dans son sort. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 27.                         | 281.                                 | Par pétition en date du 5 mars 1834,<br>Le sieur F. Van Rossem, à Philippeville, lieutenant du corps des Partisans, réclame le paiement de l'arriéré depuis 1830 de la pension dont il jouissait sous l'ancien gouvernement, comme sous-lieutenant pensionné. — Concl. — Ordre du jour.                        |
| 28.                         | 240.                                 | Par pétition en date du 24 février 1834,<br>La dame Barbe Van Wenghem, veuve L. Declerck, ex-sapeur à Bruxelles, demande une pension. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.  |
| 29.                         | 250.                                 | Par pétition en date du 1 <sup>er</sup> mars 1834,<br>La dame A.-V. Servatius, à Bruxelles, veuve d'un ancien chirurgien-major, demande une pension sur la caisse des veuves et orphelins de l'armée. — Concl. — Ordre du jour.  |
| 30.                         | 527.                                 | Par pétition en date du 10 juin 1834,<br>Le sieur N. Gislain, à Liège, demande le congé de son beau-fils, Collart, fourrier au 12 <sup>e</sup> régiment d'infanterie, dont le terme d'engagement est expiré. — Concl. — Ordre du jour.   |
| 31.                         | 280.                                 | Par pétition en date du 20 février 1835,<br>Les administrations communales de Fraire-Frairoul et Yves-Gomezée, demandent qu'il soit établi un tribunal de première instance à Philippeville.   |
| 32.                         | 219.                                 | Par pétition en date du 15 février 1835,<br>Les administrations municipales et les notables des communes de Tarcienne, Somzée et Thy-le-Beudain (canton de Walcourt, district de Philippeville), demandent qu'au lieu d'augmenter le personnel du tribunal de Dinant on établisse un tribunal à Philippeville. |
| 33.                         | 240.                                 | Par dix pétitions,<br>La régence et habitans de Philippeville; — les habitans de Florennes; — la régence et habitans de Walcourt; — les ha-  |

bitans de Rognée, Berzée, etc ; — les régences et habitans des communes de Mariembourg, Fagnolle, Dourbes et Nismel ; — les régences et habitans de Cul-des-Sarts et du Bruly ; — la régence et habitans de Silenrieux ; — les habitans de Souremoy, Couvier et de Pétigny, demandent qu'un tribunal de première instance soit établi à Philippeville. — Concl. — Renvoi des treize pétitions ci-dessus à la section centrale qui sera appelée à faire le rapport sur les propositions de MM. Seron et Pirson.

34.      164.      Par pétition en date du 23 janvier 1835 ,  
                  Le sieur F. Fléchet fils , à Warsage , demande que la majorité pour être admis aux fonctions de notaire soit fixée à 23 ans. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
35.      210.      Par pétition en date du      décembre 1834 ,  
                  Les notaires de campagne de l'arrondissement de Gand demandent que la Chambre rejette la proposition d'augmentation des notaires.
36.      212.      Par pétition en date du 31 janvier 1835 ,  
                  Les sieurs Adolphe et Ulysse Claes , à Hasselt , adressent des observations en faveur du projet d'augmentation du nombre des notaires.
37.      220.      Par pétition en date du 15 février 1835 ,  
                  Le sieur Laurent , notaire à Bury , adresse à la Chambre un mémoire sur la question de savoir si le ressort des notaires , établi par la loi du 25 ventôse an II , doit être changé.
38.      265.      Par pétition non datée ,  
                  Le sieur Dubois adresse des observations sur les modifications à la loi sur le notariat , introduites dans le projet d'organisation judiciaire. — Concl. — Dépôt des quatre pétitions ci-dessus au bureau des renseignemens.
39.      166.      Par pétition en date du 27 janvier 1835 ,  
                  Plusieurs habitans notables du hameau Sainte-Anne , faisant partie des communes de Hamme et de Waesmunster , demandent que ce hamcau soit érigé en commune. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
40.      190.      Par pétition en date du 16 juillet 1834 ,  
                  Le sieur J.-F. Louvrex , ancien receveur à titre onéreux des taxes municipales de Liège , renouvelle sa demande d'être admis à la pension de retraite. — Concl. — Ordre du jour.
41.      170.      Par pétition en date du 28 janvier 1835 ,  
                  Plusieurs officiers volontaires des 1<sup>er</sup> et 2<sup>me</sup> bataillons des gardes civiques de la Flandre-Occidentale , se plaignent de n'être pas admis à jouir du traitement de demi-solde. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.
42.      224.      Par pétition en date du 18 février 1835 ,  
                  Les officiers du 2<sup>me</sup> bataillon de la garde civique mobilisée du

- Hainaut, renouvellent leur demande d'obtenir la demi-solde de leur grade. — Concl. — Renvoi au ministre de la guerre.
43. 271. Par pétition en date du 10 mars 1835,  
Le colonel vic<sup>e</sup> A. De Pontécoulant demande à être réintégré dans l'armée. — Concl. — Ordre du jour.
44. 253. Par pétition en date du 3 mars 1834,  
Les époux A. Van Gothem, dont le fils a été tué le 27 août 1830, par la garde bourgeoise, demandent une pension. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
45. 184. Par pétition en date du 31 janvier 1835,  
La dame veuve Brandt, née Hagens, à Anvers, renouvelle sa demande de lui continuer sa pension comme veuve de brave mort pour l'indépendance. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
46. 217. Par pétition en date du 17 février 1835,  
Le sieur F. De Smedt, à Bruxelles, dont le frère aîné est remplacé dans le premier ban de la garde civique, se plaint d'être appelé au même service. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
47. 34. Par pétition en date du 19 novembre 1834,  
Le conseil de régence de la ville de Limbourg réclame contre le projet de supprimer le canton judiciaire de Limbourg. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
48. 248. Par pétition en date du 28 février 1835,  
Le sieur Delheye-Pollin, employé au commissariat de district de Dixmude, demande que la Chambre, au second vote de la loi communale, revienne sur les incompatibilités établies entre les fonctions d'employés aux commissariats de district et les secrétaires des communes. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
49. 252. Par pétition en date du 3 mars 1835,  
Le sieur Binon, chef de bureau au commissariat de district de Soignies, adresse des observations sur la disposition admise dans la loi communale, qui établit l'incompatibilité entre les fonctions d'employés aux commissariats de district et celles de secrétaire communal. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
50. 273. Par pétition en date du 8 mars 1835,  
Le sieur Raingo, notaire et échevin à Enghien, adresse des considérations particulières au notariat à introduire dans la loi communale, ou au projet portant des modifications à la loi organique sur le notariat. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignemens.
51. 25. Par pétition non datée,  
Cinq officiers de la garde civique du quatrième bataillon

- mobilisé de la Flandre-Occidentale, réclament contre la mesure qui les place en état de congé illimité sans traitement. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
52.        61.        Par pétition en date du 4 novembre 1834,  
Les officiers de la garde civique mobilisée de la province de Liège, réclament contre la mesure qui les a privés de leur solde depuis le 1<sup>er</sup> septembre dernier. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
53.        242.       Par pétition en date du 17 février 1834,  
Le sieur De la Rocque de Beaumont, à Saint-Josse-ten-Noode, ex-artificier au corps de l'artillerie belge, se plaint de différens actes prétendus arbitraires exercés sur lui. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
54.        137.       Par pétition en date du 4 janvier 1835,  
Le major de gendarmerie Bodart, à Theux, demande la réintégration dans son grade. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
55.        208.       Par pétition en date du 21 décembre 1834,  
Le sieur A. Boulanger, à Gand, major dans la garde civique, demande la réintégration dans son grade de major dans la ligne, avec son ancienneté et les droits y attachés. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
56.        227.       Par pétition en date du 17 février 1835,  
Le sieur Jacques Joseph Marchal, particulier à Jodoigne, dont le fils, milicien de la classe de 1834, est sous les drapeaux, demande son rappel dans ses foyers, comme servant en sus du contingent de sa commune pour 1834. — Concl. — Renvoi au ministre de l'intérieur.
57.        35.        Par pétition en date du 20 novembre 1834,  
Le sieur J. Vanderhulst, ex-garde civique, demande une pension pour infirmités résultant du *cholera-morbus*. — Concl. —  
Ordre du jour.